

La jeunesse montre la voie pour affronter le gouvernement. Ce 13 octobre, soyons au rendez-vous pour cette journée décisive

Le mouvement de la jeunesse que le pays connaît depuis deux semaines est d'une ampleur inédite depuis le mouvement contre le CPE en 2006 et, parti des lycées, il s'étend désormais aux établissements d'enseignement supérieur. Il fait aussi face à une intense répression, qui fait froid dans le dos, autant par sa brutalité que par son étendue : depuis le début du mouvement,

6877 personnes ont été placées en garde à vue, dont 86% de mineurs. En termes d'interpellations, cela dépasse le niveau du mouvement des gilets jaunes si on prend en compte le nombre de jours de mobilisation.



La journée nationale de manifestation du mardi 6 octobre a été un succès : d'après les organisations étudiantes et lycéennes, elle a rassemblé près de 450 000 personnes sur l'ensemble du territoire, dont une très grande partie de lycéen-ne-s et étudiant-e-s, rejoint-e-s par des enseignant-e-s et personnels de l'éducation mobilisés. **C'est au terme de cette journée que le gouvernement a étendu le périmètre des lycées fermés, tout en annonçant pour la journée de jeudi des dispositifs très institutionnalisés de « temps d'échange démocratique » pour canaliser le mouvement et faire revenir progressivement les élèves en cours.** Au niveau des facs et autres établissements du supérieur, une même politique de verrouillage a été appliquée, y compris de façon préventive, sur des sites qui n'étaient pas encore mobilisés.

Le ministre de l'Education Nationale Edouard Geffray a annoncé jeudi soir une mesure à budget quasi-constant consistant à mobiliser des remplaçants non-affectés et à piocher dans la réserve de contractuels non-renouvelés pour réduire le nombre de profs non-remplacés. Cela va non seulement dégrader les conditions de travail des enseignants remplaçants (TZR) qui devront faire davantage de kilomètres pour aller travailler, voire enseigner d'autres matières que les leur, mais c'est aussi largement insuffisant pour répondre aux revendications principales des lycéens. En fait, le gouvernement parie sur l'essoufflement de la mobilisation, pour ne pas avoir à revoir son budget d'austérité de 54 milliards de coupes budgétaires. **Alors qu'elle aurait pu jouer un rôle crucial dans l'extension du mouvement lors de cette semaine qui sera décisive pour la suite, l'intersyndicale confédérale a décidé la semaine dernière d'enjambrer la mobilisation de la jeunesse, tout comme le 17 octobre,**

en appelant à une énième journée d'action... le 5 novembre ! Le tout sans un seul mot dans son communiqué sur la répression policière évoquée plus haut.

Dans ce contexte, il est d'autant plus important que le prochain temps fort de la mobilisation, ce mardi 13 octobre - avec des manifestations prévues partout en France appelées par les organisations syndicales de l'éducation, lycéennes, et étudiantes et enseignantes - soit massif. Les personnels de l'éducation, et plus largement l'ensemble du monde du travail doivent rejoindre la mobilisation au plus vite. S'ils luttent seuls, les jeunes sont condamnés à la défaite. À Paris, des assemblées générales lycéennes et étudiantes appellent à marcher vers Matignon en partant de l'Hôtel de Ville. Les organisations syndicales lycéennes, étudiantes et de l'éducation d'île de France auraient dû se joindre à cette initiative audacieuse, mais elles ont préféré un trajet classique Place d'Italie - Invalides. Leur force d'appel étant plus importante, l'essentiel de la manifestation sera donc sur ce trajet. Particulièrement pour des raisons de protection des jeunes face à la répression, nous appelons donc à se réunir à Place d'Italie, avec les services d'ordres et les chaînes humaines de volontaires, quitte à pousser ensuite à la convergence avec l'autre manifestation.

La jeunesse montre la voie pour affronter le gouvernement et son budget d'austérité visant à rassurer les marchés financiers et le patronat.

Soutien aux demandes de 10 milliards pour améliorer substantiellement les conditions d'études des jeunes !

Ce 13 octobre, soyons au rendez-vous pour cette une journée décisive, en grève et en manifestation partout en France.

Rémi Grumel, le 12 octobre 2026